

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Marché 2024-10-02_TX-EQUIP



REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

**Construction d'un équipement de loisirs et sportif
intergénérationnel**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS FOYEN

2, avenue Georges Clemenceau – BP 74

33 220 PINEUILH

☎ 05.57.46.20.58 – mail : contact@paysfoyen.fr

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 15.11.2024 à 12h00

Article 1 – Objet de la consultation

Le présent marché concerne la réalisation de travaux dans le cadre de la construction d'un équipement de loisirs et sportif intergénérationnel.

Lieu d'exécution : Pineuilh (33)

Article 2 – Etendue de la consultation

2-1 Mode de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte définie aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

2-2 Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché de travaux.

Les prestations du marché donnent lieu à un marché à tranches (une tranche ferme et 5 tranches optionnelles), décomposé en lots.

2-3 Décomposition du marché

➤ Tranche ferme :

Lots	Désignation
01	Terrassements – VRD
02	Terrassements – Fondations – Gros œuvre
03	Charpentes métalliques
04	Bardages
05	Etanchéité
06	Enduits extérieurs
07	Menuiseries extérieures
08	Métallerie – Serrurerie
09	Menuiseries intérieures
10	Cloisons – doublages – plafonds suspendus
11	Sols durs – sols souples – faïence murale
12	Peinture
13	Courants forts et courants faibles - SSI

14	Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaire
15	Espaces verts
16	Panneaux photovoltaïques

➤ **Tranche optionnelle n°1 : terrain multi-activités – sol sportif**

Lots	Désignation
1	Terrassements – VRD

➤ **Tranche optionnelle n°2 : terrain multi-activités - fondations**

Lots	Désignation
2	Terrassements – Fondations – Gros oeuvre

➤ **Tranche optionnelle n°3 : terrain multi-activités - superstructure**

Lots	Désignation
3	Charpentes métalliques
4	Couvertures métalliques – Bardages
9	Menuiseries intérieures
13	Courants forts et courants faibles – SSI

➤ **Tranche optionnelle n°4 : panneaux photovoltaïques**

Lots	Désignation
17	Panneaux photovoltaïques

➤ **Tranche optionnelle n°5 : parking Nord**

Lots	Désignation
1	Terrassements – VRD

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

2-4 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code : 45212170-8 – Travaux de construction de bâtiments de loisirs

Code : 45212200-8 – Travaux de construction d'installations sportives

2-5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 3 – Conditions de la consultation

3-1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 150 jours à compter de la date limite de réception des offres, ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date de remise de l'offre finale.

3-2 Options - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les variantes ne sont pas autorisées.

3-3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lots	Description de la prestation supplémentaire éventuelle
Tranche ferme	
9	Cloison mobile entre les deux salles d'activités type algaflex
15	Mobilier extérieur
Tranche optionnelle n°3	
4	Bardage en périphérie du boulodrome couvert et non clos sur 3 mètres de hauteur

3-4 Condition de participation des candidats

Les candidats peuvent se présenter seuls, ou sous la forme de groupement d'opérateurs économiques.

La candidature mentionnera s'il s'agit d'un groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour l'ensemble des obligations à l'égard du pouvoir adjudicateur.

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements

Article 4 – Les intervenants

4-1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

DELINEAVIT ARCHITECTURE (mandataire du groupement)
84 rue Paulin
33000 BORDEAUX

Tél : 06.60.12.16.02

Mail : agence@delineavit-architecture.com

4-2 Ordonnancement, pilotage et Coordination de chantier

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination de chantier sont assurés par :

Société d'Etudes et de Pilotage du Bâtiment (S.E.PI.BAT)
1 place André Maurois
24000 PERIGUEUX

Tél : 06.08.25.55.88

Mail : contact@sepibat24.fr

4-3 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE IC PERIGUEUX

Boulevard Saltgourde
24054 PERIGUEUX Cedex

Tel : 06.27.95.23.40

Mail : batiment.perigueux@apave.com

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- Mission L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

4-4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

Philippe LAFON
18 rue de la commanderie
33220 Pineuilh

Tel : 06.11.08.77.32

Mail : lafon.csps@wanadoo.fr

Article 5 – Durée du contrat ou délai d'exécution

La livraison du bâtiment est attendue pour février 2026.

Les candidats sont invités à se référer au planning prévisionnel qui est joint au DCE.

Article 6 – Contenu du dossier de consultation

6-1 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) qui définit les règles applicables dans le cadre de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe, commun à l'ensemble des lots
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à l'ensemble des lots
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), un par lot
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), un par lot
- Les plans (pièces graphiques)
- Les rapports et notices (étude de sols, notice acoustique et notice hydraulique)
- Le planning prévisionnel
- Le PGC
- Le RICT

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur de la Communauté de Communes du Pays Foyen, accessible à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr> sous la référence 2024-10-02_TX-EQUIP

Les candidats sont invités à renseigner, lors du téléchargement des documents, la raison sociale de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique valide, afin de bénéficier, en tant que de besoin, de toutes les informations complémentaires qui pourraient être diffusées au cours de la consultation et notamment les éventuelles précisions ou les reports de délais.

Dans l'hypothèse où des candidats feraient le choix de télécharger le dossier de consultation sans authentification ou si l'adresse mail communiquée est erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur de la Collectivité afin de vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées.

6-2 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toutefois, ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 7 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres remises par les candidats doivent être entièrement rédigées en langue française et libellées en euros.

Si les offres remises sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; la traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le(s) candidat(s).

Les candidats devront produire un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-dessous.

7-1 Candidature

Les candidats devront produire les pièces telles que prévues aux articles L. 2142-1, R.2142-1 et suivants du Code de la commande publique :

- ✱ Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

- Copie du ou des jugements si le candidat est en redressement judiciaire
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.5212-11 du Code du travail
- ✖ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
 - Une preuve d'une assurance pour risques professionnels correspondant à l'objet du présent marché
- ✖ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
 - Liste des principaux travaux réalisés au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire, assortie, le cas échéant, d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations devront également indiquer le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations.
 - Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration de candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités. En outre, pour justifier des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

7-2 Offre

- ✖ L'acte d'engagement et son annexe intégralement complétés, datés et signés par une personne ayant le pouvoir d'engager le candidat
- ✖ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) à compléter et signer par le candidat
- ✖ Un mémoire méthodologique répondant aux sous-critères mentionnés dans le cadre de la valeur technique de l'offre

Il est précisé aux candidats que la note méthodologique sera rendue contractuelle. Les candidats devront s'attacher à proposer une offre concise, précise et la plus adaptée à la mission décrite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 8 – Conditions d'envoi et de remise des offres

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent impérativement transmettre leur offre de manière électronique.

La transmission des documents est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01/00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré comme « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres telles qu'indiquées sur la première page du présent document.

Il est rappelé que le dossier d'offre doit être remis en une seule fois (article R.2151-6 du Code de la commande publique). Aussi, et dans le cas où plusieurs offres seraient remises successivement par un même candidat, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera prise en compte.

Par ailleurs, et conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier de candidature et d'offre transmis par voie électronique, doit être transmise sous pli scellé à l'adresse suivante :

Communauté de Communes du Pays Foyen
Pôle Marchés Publics
2 Avenue Georges Clemenceau – BP 74
33220 PINEUILH

La copie de sauvegarde devra être transmise dans une enveloppe cachetée qui portera obligatoirement la mention :

Offre pour « construction d'un équipement de loisirs et sportif intergénérationnel »
N° du lot concerné
Candidat :
Avec la mention « ne pas ouvrir »

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Toutefois, dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait signer électroniquement son offre, il devra utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES).

Article 9 – Examen des candidatures et jugement des offres

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours maximum.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique, ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

Toute offre inappropriée sera, quant à elle, systématiquement éliminée.

Le jugement des offres s'effectuera à partir des critères pondérés suivants :

Critère n°1 : prix des prestations	60 %
Critère n°2 : valeur technique de l'offre	40 %
<i>Sous-critère n°1 : moyens humains et matériels détaillés affectés spécifiquement à ce chantier</i>	<i>15%</i>
<i>Sous-critère n°2 : méthodologie et organisation des travaux propres à ce chantier</i>	<i>10%</i>
<i>Sous-critère n°3 : planning des travaux détaillé par tâches</i>	<i>10%</i>
<i>Sous-critère n°4 : propreté du chantier, limitation des nuisances, traitement des déchets, protection de l'environnement</i>	<i>5%</i>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

- ✖ La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :

$$\text{Note} = (\text{Montant économiquement le plus bas} / \text{Montant de l'offre considérée}) \times 60$$

- ✖ Notation du critère « valeur technique » :

Chacun des sous-critères sera apprécié au vu du mémoire méthodologique remis par le candidat.

Concernant les offres anormalement basses, le pouvoir adjudicateur prendra les mesures nécessaires pour les détecter. S'il estime qu'une offre est potentiellement anormalement basse, des précisions sur la composition de l'offre seront demandées par écrit au candidat concerné. Le pouvoir adjudicateur pourra, par décision motivée, rejeter une offre dont le caractère anormalement bas est établi, si les justifications apportées paraissent insuffisantes.

Après examen des offres et afin de s'assurer de la meilleure satisfaction possible des besoins, le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R. 2123-5 du code de la Commande publique, se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les trois (3) candidats ayant présenté les offres les mieux classées.

Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le présent marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée à l'issue de l'analyse sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2141-7 du code de la commande publique, si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs et moyens de preuve requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Article 10 – Visite sur site

La visite n'est pas obligatoire.

Les candidats sont toutefois invités à se rendre sur site afin de prendre connaissance du terrain et de l'environnement.

Il est précisé que les candidats, qu'ils se soient ou non rendus sur place, seront réputés avoir une parfaite connaissance du site.

Article 11 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent adresser une demande écrite au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des dossiers via le profil acheteur de la Collectivité, à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Afin de respecter une stricte égalité entre les candidats, les réponses aux questions seront adressées, via la plateforme de dématérialisation, à l'ensemble des personnes ayant retiré un dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des dossiers.

Article 12 – Procédures de recours

Le Tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – CS 21490

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – CS 21490

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – CS 21490

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr